

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey,
Didier Molders, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Jeremy Van
Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Anastasia Bakounine, Michel Blampain, Christine
Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir,
Conseillers communaux ;
Thibault Delforge, *Secrétaire communal f.f.*

Excusés

Isabelle Désir, Christophe Magdalijns, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren,
Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 24.06.21

#Objet : Motion réaffirmant le principe de la neutralité de l'autorité communale ainsi que de ses agents et préposés.#

Séance publique

Secrétariat

Le Conseil,

Vu la proposition de motion déposée par le groupe LB – Défi ;

Vu les amendements déposés par le groupe MR-OpenVLD

- L'amendement n°1 est rejeté (2 voix POUR, 17 voix CONTRE, 6 abstentions)
- L'amendement n°2 est rejeté (2 voix POUR, 17 voix CONTRE, 6 abstentions)
- L'amendement n°3 est rejeté (2 voix POUR, 17 voix CONTRE, 6 abstentions)
- L'amendement n°4 est rejeté (2 voix POUR, 17 voix CONTRE, 6 abstentions)
- L'amendement n°5 est rejeté (2 voix POUR, 17 voix CONTRE, 6 abstentions)
- L'amendement n°6 est rejeté (2 voix POUR, 17 voix CONTRE, 6 abstentions)
- L'amendement n°7 est rejeté (2 voix POUR, 17 voix CONTRE, 6 abstentions)

L'assemblée vote sur l'ensemble de la motion présentée par le groupe LB-Défi.

- POUR : 19 voix
- ABSTENTION : 6 voix

Madame Boumraya motive son abstention comme suit :

Pour des raisons professionnelles et afin de prévenir tout conflit d'intérêt, je ne souhaite pas prendre position dans ce dossier.

DECIDE

D'adopter la motion suivante suivante :

Développements

Des questions autour de valeurs communes, du respect d'opinions et de croyances d'ordre parfois très diverses,

du port de signes visibles philosophiques, religieux ou politiques dans l'exercice d'une mission de service public... font débat et reviennent régulièrement dans l'espace médiatique, politique et démocratique. Ces interrogations touchent à la question, centrale en démocratie, du socle de valeurs communes que nous souhaitons pour vivre ensemble dans une société apaisée. Elles touchent également à la question de l'équilibre à trouver entre nos choix intimes, qui doivent être protégés, et l'exercice d'une profession qui réclame une obligation d'impartialité.

La démocratie moderne suppose d'organiser la société selon des normes acceptables par tous et d'adopter la tolérance indispensable à la liberté de choix individuelle.

A cet égard, l'interculturalisme est le mode de vie le plus adapté aux sociétés modernes.

L'interculturalisme permet aux citoyens de mieux vivre ensemble, quelles que soient leurs convictions : c'est le modèle de la citoyenneté partagée qui place l'individu au centre de la société et permet de dépasser les différences et les clivages en affirmant l'égalité des droits et des devoirs.

L'interculturalisme opère cette synthèse entre le respect de la diversité culturelle et les valeurs démocratiques communes. Dans ce cadre, les valeurs communes sont celles qui ont contribué à l'émergence de nos sociétés démocratiques actuelles et aujourd'hui consacrées dans la Convention européenne des droits de l'Homme et dans ses protocoles additionnels (notamment le droit à la protection de la vie privée, à la liberté d'expression et à la liberté de conviction ; l'égalité entre les hommes et les femmes, de l'organisation régulière d'élections ; le principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat).

Dans un Etat de droit comme le nôtre, la liberté de conviction et la liberté d'expression ne peuvent être censurées en raison des pensées religieuses ou philosophiques. Cela suppose un attachement au principe d'impartialité de l'Etat, qui s'érige en "terrain neutre" dans la mesure où il fait abstraction des doctrines morales particulières et garantit de ne privilégier aucune politique sociale ni aucune institution susceptible de favoriser une morale en particulier. L'Etat neutre et impartial se porte garant du pluralisme du débat démocratique.

La non-ingérence de l'Etat envers les églises, associations, communautés religieuses et organisations philosophiques non confessionnelles doit être réciproque. Selon cette réciprocité, aucun mouvement activiste, philosophique, religieux ou autre, ne doit pouvoir s'immiscer dans l'appareil démocratique de notre Etat de droit. Le fait, pour des agents des pouvoirs publics, de porter des signes convictionnels ostentatoires peut susciter, auprès des usagers, la crainte de rompre l'apparence de neutralité exigée des agents.

Pour ce motif, les agents des pouvoirs publics doivent observer dans l'exercice de leurs fonctions à l'égard des citoyens, les principes de neutralité, d'apparence de neutralité et d'impartialité.

La commune, creuset de la démocratie, à l'égal de l'Etat et détentrice de l'autorité publique, est garante de cette impartialité. Ses représentants - les agents et préposés communaux - ont également ce devoir d'impartialité.

En conséquence, les agents et préposés communaux s'abstiennent dans l'exercice de leurs fonctions de tout port de signes distinctifs, susceptibles de présumer une préférence envers un courant religieux, philosophique, politique, ou culturel.

La présente motion n'a pas pour objet de priver un agent public d'avoir et de manifester des convictions culturelles, religieuses, politiques ou philosophiques. Elle vise à lui demander, dans l'exercice de sa mission publique, à savoir dans les actes qu'il pose, de faire preuve d'une certaine réserve afin de garantir l'apparence de neutralité du service rendu au citoyen et de préserver l'égalité entre usagers du service public.

Il est en effet important de rappeler que le fonctionnaire exerce une part d'autorité et appartient d'abord à la sphère publique dont les raisons d'être sont le service de l'intérêt général et le traitement égalitaire de tous les usagers. La neutralité du service est conçue avant tout pour les usagers. C'est au nom du respect de leurs convictions que l'Etat est neutre afin de permettre leur pleine expression. C'est cette fonction sociale qui justifie que l'individu que continue d'être l'agent public, s'efface derrière le dépositaire d'une parcelle de l'autorité publique, derrière le fonctionnaire investi d'une mission dans le service public et de service public.

Le sens et la finalité de la présente motion vise à réaffirmer ces principes de neutralité et d'impartialité tant dans le chef de l'autorité communale que dans le chef de ses agents dans l'exercice de leurs fonctions.

Vu les luttes passées en Belgique et ailleurs en Europe en vue d'obtenir une société tolérante, apaisée, plus égalitaire et consacrant les libertés individuelles et collectives, et reposant sur l'Etat de droit ;

Vu les articles 10 et 11 de la Constitution belge ;

Vu l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'Homme ;

Vu l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;

Vu l'article 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ;

Vu l'avis n° 44.521/AG du 20.05.2008 de la Section de législation du Conseil d'Etat, qui énonce : « ... *la neutralité des pouvoirs publics est un principe constitutionnel qui, s'il n'est pas inscrit comme tel dans la Constitution même, est cependant intimement lié à l'interdiction de discrimination en général et au principe d'égalité des usagers du service public en particulier.* » ;

Vu l'arrêt n° 225 605 du 26.11. 2013 du Conseil d'Etat, qui énonce : « *Le principe général de droit de l'impartialité s'applique à l'administration active, mais pas exclusivement, en matière disciplinaire ; (...) ce principe est, en outre, d'ordre public ; (...) il requiert que l'autorité offre les apparences de l'impartialité (impartialité objective) et qu'elle soit effectivement impartiale.* » ;

Vu l'arrêt n°157/15 du 14.03.2017 de la Cour de Justice de l'Union Européenne, qui énonce : « *la volonté d'afficher, dans les relations avec les clients tant publics que privés, une politique de neutralité politique, philosophique ou religieuse doit être considérée comme légitime.* » ;

Vu l'article 10.3 du statut administratif du personnel communal d'Auderghem qui énonce : « *Les agents ont un devoir de neutralité. Ils sont tenus de faire preuve, dans leur comportement, de la plus grande neutralité sur le plan politique, philosophique et religieux. Les paroles, les actes, les tenues vestimentaires et les signes distinctifs qui seraient contraires à ce devoir de neutralité sont interdits.* » ;

Considérant que le principe d'égalité des citoyens devant la loi est un principe fondateur de la démocratie et de l'Etat de droit, et que cette égalité garantit la liberté des citoyens d'adhérer aux idées, aux convictions, aux croyances de leur choix ;

Considérant que cette égalité des citoyens implique une protection de ceux-ci dans leurs choix libres de vie privée, notamment pour ce qui concerne leurs opinions religieuses, philosophiques et de conscience et que cette liberté de choix doit toujours être protégée ;

Considérant l'importance d'un socle de règles et valeurs communes, fondatrices du contrat social, claires et compréhensibles par chacun et chacune et que ces règles et valeurs doivent notamment viser au bon fonctionnement d'une administration communale neutre et impartiale, gage du traitement égalitaire ;

Considérant que la liberté de choix concernant la vie privée, notamment le port de signes visibles de tout ordre, doit pouvoir s'effacer durant l'exercice de la mission de service public, et que si l'administration communale se doit d'être impartiale (impartialité objective) elle se doit également de manifester son impartialité en chacun de ses agents (impartialité subjective), et que cette impartialité doit se manifester par une discrétion des agents communaux quant à leurs convictions politiques, philosophiques ou religieuses dans l'exercice de leurs fonctions afin de créer les conditions de l'établissement d'une relation de confiance ;

Considérant que l'établissement d'une relation de confiance entre l'utilisateur et les services publics nécessite que les organes et préposés s'abstiennent de toute parole, attitude ou présentation de nature à ébranler cette confiance; et que le port de tout signe visible politique, religieux ou philosophique peut être interprété comme une brèche dans le principe de l'égalité de traitement et dans la relation de confiance à établir entre l'utilisateur et l'agent communal ;

Considérant que l'établissement d'une relation de confiance réciproque entre agents communaux nécessite de s'abstenir de toute parole, attitude ou présentation de nature à ébranler cette confiance ;

Considérant que le plan de diversité de la commune d'Auderghem, qui vise à développer et à assurer le suivi d'actions qui répondent directement aux réalités d'une organisation dans la gestion de sa diversité, prévoit au point 6.1 qu'en matière de sélection, de recrutement et d'engagement l'insertion d'une clause de neutralité dans tous contrats de travail ;

Considérant que les contrats de travail de la commune d'Auderghem prévoient un article qui énonce : « *L'agent a un devoir de neutralité. Il est tenu de faire preuve, dans son comportement, de la plus grande neutralité sur le plan politique, philosophique et religieux. Les paroles, les actes, les tenues vestimentaires et les signes distinctifs qui seraient contraire à l'esprit de cette disposition sont interdits.* »

Le Conseil communal :

- rappelle que l'autorité publique communale se doit d'être neutre et impartiale ;
- rappelle que ses préposés et agents, dans leurs relations avec les usagers et leurs collègues, respectent

strictement le principe de neutralité et d'impartialité en s'abstenant de toute démonstration orale ou visuelle permettant de présumer d'une quelconque appartenance politique, philosophique, religieuse ou convictionnelle ;

- invite le Parlement fédéral à organiser un large débat démocratique, en son sein, sur le principe constitutionnel de la neutralité de l'Etat et/ou de la laïcité de l'Etat ;
- invite le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale à organiser un large débat démocratique, en son sein et en associant la population, sur le principe de la neutralité de l'Etat et/ou de la laïcité de l'Etat au sein de la fonction publique bruxelloise.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

25 votants : 19 votes positifs, 6 abstentions.

Abstentions : Elise Willame, Lieve Jorens, Christian Grétry, Jasmine Boumraya, Anastasia Bakounine, François Lebovy.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal f.f.,
(s) Thibault Delforge

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 30 juin 2021

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

- Aanwezig** Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Jeannine Crucifix, Florence Couldrey,
Didier Molders, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Jeremy Van
Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Anastasia Bakounine, Michel Blampain, Christine
Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir,
Gemeenteraadsleden ;
Thibault Delforge, *Gemeentesecretaris d.d.*
- Verontschuldigd** Isabelle Désir, Christophe Magdalijns, Vanessa Rigodanzo, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren,
Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 24.06.21

#Onderwerp : Motie tot herbevestiging van het neutraliteitsbeginsel van het gemeentebestuur en zijn ambtenaren en medewerkers.#

Openbare zitting

Secretariaat

De raad,
Gelet op het voorstel tot motie ingediend door de fractie LB-DÉFI;
Gelet op de amendementen die de fractie MR-Open VLD heeft ingediend:

- Het amendement nr. 1 wordt afgewezen (2 stemmen VOOR, 17 stemmen TEGEN, 6 onthoudingen)
- Het amendement nr. 2 wordt afgewezen (2 stemmen VOOR, 17 stemmen TEGEN, 6 onthoudingen)
- Het amendement nr. 3 wordt afgewezen (2 stemmen VOOR, 17 stemmen TEGEN, 6 onthoudingen)
- Het amendement nr. 4 wordt afgewezen (2 stemmen VOOR, 17 stemmen TEGEN, 6 onthoudingen)
- Het amendement nr. 5 wordt afgewezen (2 stemmen VOOR, 17 stemmen TEGEN, 6 onthoudingen)
- Het amendement nr. 6 wordt afgewezen (2 stemmen VOOR, 17 stemmen TEGEN, 6 onthoudingen)
- Het amendement nr. 7 wordt afgewezen (2 stemmen VOOR, 17 stemmen TEGEN, 6 onthoudingen)

De vergadering stemt over het geheel van de motie die de fractie LB-DÉFI heeft ingediend.

- VOOR: 19 stemmen
- ONTHOUDINGEN: 6 stemmen

Mevrouw Boumraya motiveert haar onthouding als volgt:

Om beroepsredenen en om elk belangenconflict te vermijden, wens ik in dit dossier geen standpunt in te nemen.
BESLIST

om de volgende motie aan te nemen:

Toelichting

Vragen in verband met gemeenschappelijke waarden, respect voor meningen en overtuigingen van soms zeer uiteenlopende aard, het dragen van zichtbare filosofische, religieuze of politieke tekens bij de uitoefening van een

opdracht van openbare dienstverlening enzovoort geven regelmatig aanleiding tot debat en duiken regelmatig op in de media, de politiek en de democratische ruimte. Deze vragen raken aan de voor de democratie centrale vraag naar de sokkel van gemeenschappelijke waarden die wij willen om samen te leven in een vreedzame samenleving. Ze raken ook aan de kwestie van het evenwicht dat moet worden gevonden tussen enerzijds onze intieme keuzes, die moeten worden beschermd, en anderzijds de uitoefening van een beroep dat een verplichting tot onpartijdigheid inhoudt.

De moderne democratie houdt in dat de samenleving wordt georganiseerd volgens normen die voor iedereen aanvaardbaar zijn en dat een houding van tolerantie wordt aangenomen die onontbeerlijk is voor de individuele keuzevrijheid.

In dit opzicht is interculturaliteit de meest geschikte manier van leven voor moderne samenlevingen.

Interculturaliteit maakt het voor burgers mogelijk om beter samen te leven, ongeacht hun overtuigingen: het is het model van gedeeld burgerschap dat het individu in het centrum van de samenleving plaatst en het mogelijk maakt verschillen en tegenstellingen te overstijgen door gelijke rechten en plichten te bevestigen.

Interculturaliteit bewerkstelligt deze synthese tussen eerbied voor culturele verscheidenheid en gemeenschappelijke democratische waarden. In dit kader zijn de gemeenschappelijke waarden die welke hebben bijgedragen tot het ontstaan van onze huidige democratische samenlevingen en vandaag worden bekrachtigd in het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en zijn aanvullende protocollen (met name het recht op bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de vrijheid van meningsuiting en de vrijheid van geloofsovertuiging; de gelijkheid van mannen en vrouwen; de regelmatige organisatie van verkiezingen; het beginsel van scheiding van kerk en staat).

In een rechtsstaat als de onze kunnen de vrijheid van overtuiging en de vrijheid van meningsuiting niet worden gecensureerd op grond van religieuze of filosofische gedachten. Dit veronderstelt dat men het beginsel onderschrijft van onpartijdigheid van de staat, die zich opwerpt als "neutraal terrein" daar hij bijzondere morele doctrines negeert en ervoor zorgt dat geen enkel sociaal beleid of geen enkele instelling wordt begunstigd die een bepaalde moraal zou kunnen bevoordelen. De neutrale en onpartijdige staat waarborgt het pluralisme van het democratisch debat.

De niet-inmenging van de staat ten aanzien van kerken, verenigingen, religieuze gemeenschappen en niet-confessionele levensbeschouwelijke organisaties moet wederkerig zijn. Volgens deze wederkerigheid mag het voor geen enkele activistische, filosofische, religieuze of andere beweging mogelijk zijn om zich te mengen in het democratisch apparaat van onze rechtsstaat.

Het dragen van opzichtige religieuze symbolen door overheidsambtenaren kan bij de gebruikers de vrees wekken dat het de van ambtenaren verlangde schijn van neutraliteit kan verstoren.

Daarom moeten overheidsambtenaren bij de uitoefening van hun functies jegens de burgers de beginselen van neutraliteit, schijn van neutraliteit en onpartijdigheid in acht nemen.

De gemeente, smeltkroes van de democratie, op gelijke voet met de staat en houder van het openbaar gezag, staat garant voor deze onpartijdigheid. Ook haar vertegenwoordigers - de gemeentelijke ambtenaren en medewerkers - hebben deze plicht tot onpartijdigheid.

Bijgevolg onthouden de ambtenaren en personeelsleden van de gemeente zich bij de uitoefening van hun functie van het dragen van onderscheidingstekens waaruit een voorkeur voor een godsdienstige, levensbeschouwelijke, politieke of culturele stroming zou kunnen blijken.

Deze motie is niet bedoeld om een ambtenaar het recht te ontnemen culturele, religieuze, politieke of filosofische overtuigingen te hebben en te uiten. Zij heeft tot doel hem of haar te vragen om bij de uitoefening van zijn/haar openbare taak, i.e. bij de handelingen die hij/zij verricht, een zekere terughoudendheid aan de dag te leggen om de schijn van neutraliteit in de dienstverlening aan de burger te waarborgen en de gelijkheid tussen de gebruikers van de openbare dienst in stand te houden.

Het is immers belangrijk eraan te herinneren dat ambtenaren een zekere mate van gezag uitoefenen en in de eerste plaats tot de openbare sfeer behoren, waarvan het dienen van het algemeen belang en de gelijke behandeling van alle gebruikers de bestaansredenen zijn. De neutraliteit van de dienst is in de eerste plaats bedoeld voor de gebruikers. Het is uit eerbied voor hun overtuigingen dat de staat zich neutraal opstelt, zodat zij zich ten volle kunnen uiten. Het is deze sociale functie die rechtvaardigt dat het individu dat de ambtenaar blijft, zich wegcijfert achter de bewaarder van een stukje openbaar gezag, achter de ambtenaar die bekleed is met een

opdracht in de openbare dienst en van openbare dienstverlening.

De betekenis en het doel van deze motie bestaan erin deze beginselen van neutraliteit en onpartijdigheid van zowel de gemeentelijke overheid als haar ambtenaren in de uitoefening van hun functies opnieuw te bevestigen.

 Gezien de strijd die in het verleden in België en elders in Europa is geleverd voor de totstandbrenging van een tolerante, vreedzame, meer egalitaire samenleving waarin individuele en collectieve vrijheden zijn verankerd en die gebaseerd is op de rechtsstaat;

Gelet op de artikelen 10 en 11 van de Belgische Grondwet;

Gelet op artikel 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens;

Gelet op artikel 26 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten;

Gelet op artikel 21 van het Charter van de fundamentele rechten van de Europese Unie;

Gelet op advies nr. 44.521/AV van 20.05.2008 van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, die bepaalt: " ... *de neutraliteit van de overheid is inderdaad een constitutioneel beginsel dat weliswaar niet als zodanig in de Grondwet zelf is opgenomen doch dat ten nauwste samenhangt met het discriminatieverbod in het algemeen en het beginsel van benuttingsgelijkheid van de openbare dienst in het bijzonder.*";

Gelet op arrest nr. 225.605 van 26.11.2013 van de Raad van State, die verklaart: " *Het algemeen rechtsbeginsel van onpartijdigheid is van toepassing op de actieve administratie, maar niet uitsluitend, in tuchtzaken; (...) dit beginsel is bovendien van openbare orde; (...) het vereist dat de autoriteit de schijn van onpartijdigheid (objectieve onpartijdigheid) biedt en dat zij werkelijk onpartijdig is.*";

Gelet op arrest nr. 157/15 van 14.03.2017 van het Hof van Justitie van de Europese Unie, dat bepaalt: " (...) *de wil om in de relaties met publieke en particuliere klanten van een beleid van politieke, filosofische en religieuze neutraliteit blijkt te geven, moet worden geacht legitiem te zijn.*";

Gelet op artikel 10.3 van het administratief statuut van het gemeentepersoneel van Oudergem, dat bepaalt: " *De ambtenaren hebben een neutraliteitsplicht. Ze zijn verplicht, in hun gedragingen, het bewijs te leveren van neutraliteit op politiek, filosofisch en religieus gebied. De woorden, daden, kleding en kentekens die tegenovergesteld zijn aan deze bepaling, zijn verboden.*";

Overwegende dat het beginsel van gelijkheid van de burgers voor de wet een fundamenteel beginsel van de democratie en de rechtsstaat is, en dat deze gelijkheid de vrijheid van de burgers waarborgt om de ideeën, overtuigingen en geloofsovertuigingen van hun keuze aan te hangen;

Overwegende dat deze gelijkheid van de burgers impliceert dat zij moeten worden beschermd in hun vrije keuze van het privéleven, met name ten aanzien van hun godsdienstige, filosofische en gewetensvolle overtuiging, en dat deze keuzevrijheid steeds moet worden beschermd;

Overwegende het belang van een sokkel van gemeenschappelijke regels en waarden, fundamenten van het sociaal contract, die voor eenieder duidelijk en begrijpelijk zijn, en dat deze regels en waarden met name gericht moeten zijn op de goede werking van een neutraal en onpartijdig gemeentebestuur, dat gelijke behandeling garandeert;

Overwegende dat de keuzevrijheid op het gebied van het privéleven, met name het dragen van zichtbare tekens van welke aard ook, tijdens de uitoefening van de opdracht van openbare dienstverlening opzij moet kunnen worden gezet en dat, indien het gemeentebestuur onpartijdig moet zijn (objectieve onpartijdigheid), het ook zijn onpartijdigheid in elk van zijn ambtenaren tot uiting moet brengen (subjectieve onpartijdigheid), en dat deze onpartijdigheid tot uiting moet komen in de discretie van de gemeenteambtenaren wat betreft hun politieke, filosofische of godsdienstige overtuiging in de uitoefening van hun functie, teneinde de voorwaarden te scheppen voor het ontstaan van een vertrouwensrelatie;

Overwegende dat het ontstaan van een vertrouwensrelatie tussen de gebruiker en de openbare diensten vereist dat de organen en medewerkers zich onthouden van ieder woord, iedere houding of iedere voorstelling die dit vertrouwen kan ondermijnen, en dat het dragen van enig zichtbaar politiek, godsdienstig of filosofisch teken kan worden uitgelegd als een inbreuk op het beginsel van gelijke behandeling en op de vertrouwensrelatie die tussen de gebruiker en de medewerker van de gemeente tot stand moet worden gebracht;

Overwegende dat de totstandbrenging van een relatie van wederzijds vertrouwen tussen gemeenteambtenaren vereist dat men zich onthoudt van ieder woord, iedere houding of iedere voorstelling die dit vertrouwen kan ondermijnen;

Overwegende dat het diversiteitsplan van de gemeente Oudergem, dat tot doel heeft acties te ontwikkelen en op

te volgen die rechtstreeks inspelen op de realiteit van een organisatie bij het beheer van haar diversiteit, in punt 6.1 bepaalt dat op het gebied van selectie, aanwerving en aanstelling, de opname van een neutraliteitsclausule in alle arbeidsovereenkomsten;

Overwegende dat de arbeidsovereenkomsten van de gemeente Oudergem een artikel bevatten dat bepaalt: "*De ambtenaar heeft een neutraliteitsplicht. Hij is verplicht, in zijn gedragingen, het bewijs te leveren van neutraliteit op politiek, filosofisch en religieus gebied. De woorden, daden, kleding en kentekens die tegenovergesteld zijn aan de geest van deze bepaling, zijn verboden.*"

De gemeenteraad:

- herinnert eraan dat de gemeentelijke overheid neutraal en onpartijdig moet zijn;
- herinnert eraan dat het personeel en de ambtenaren van de gemeente, in hun relaties met de gebruikers en hun collega's, het beginsel van neutraliteit en onpartijdigheid strikt eerbiedigen en zich onthouden van elke mondelinge of visuele uiting die zou kunnen leiden tot het vermoeden van enige politieke, filosofische, religieuze of overtuigingsgezindheid;
- roept het federale parlement op om in deze vergadering een breed democratisch debat te houden over het grondwettelijk beginsel van de neutraliteit van de staat en/of de laïciteit van de staat;
- verzoekt het parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om een breed democratisch debat te organiseren, binnen deze vergadering en met deelname van de bevolking, over het beginsel van neutraliteit van de staat en/of de laïciteit van de staat binnen het Brussels openbaar ambt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

25 stemmers : 19 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

Onthoudingen : Elise Willame, Lieve Jorens, Christian Grétry, Jasmine Boumraya, Anastasia Bakounine, François Lebovy.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris d.d.,
(g) Thibault Delforge

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 30 juni 2021

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin